

Article

« Réflexions iconoscopiques sur la pensée économique au Québec français »

Gilles Paquet

L'Actualité économique, vol. 76, n° 1, 2000, p. 51-66.

Pour citer cet article, utiliser l'information suivante :

URI: <http://id.erudit.org/iderudit/602314ar>

DOI: 10.7202/602314ar

Note : les règles d'écriture des références bibliographiques peuvent varier selon les différents domaines du savoir.

Ce document est protégé par la loi sur le droit d'auteur. L'utilisation des services d'Érudit (y compris la reproduction) est assujettie à sa politique d'utilisation que vous pouvez consulter à l'URI <http://www.erudit.org/apropos/utilisation.html>

Érudit est un consortium interuniversitaire sans but lucratif composé de l'Université de Montréal, l'Université Laval et l'Université du Québec à Montréal. Il a pour mission la promotion et la valorisation de la recherche. Érudit offre des services d'édition numérique de documents scientifiques depuis 1998.

Pour communiquer avec les responsables d'Érudit : erudit@umontreal.ca

RÉFLEXIONS ICONOSCOPIQUES SUR LA PENSÉE ÉCONOMIQUE AU QUÉBEC FRANÇAIS

Gilles PAQUET

Centre d'études en gouvernance

Université d'Ottawa

RÉSUMÉ – Ce texte présente l'évolution de la tribu des économistes québécois de langue française depuis 75 ans comme une histoire faite de trois grandes discontinuités : (1) le passage de l'économie politique à la coexistence pacifique entre trois curies (HEC, Laval et Montréal) dans l'après Seconde Guerre mondiale; (2) la consolidation des trois curies en deux phratries en coexistence hostile (SCSE et ASDEQ) dans les années soixante-dix et (3) l'éclatement des phratries en clans définis par les *issues* dans les années récentes. On montre que la réunification de la tribu est possible, mais que les progrès risquent d'être lents.

ABSTRACT – This paper defines the evolution of the tribe of French-speaking Quebec economists over the last 75 years as an experience marked by three discontinuities: (1) the passage from the era of political economy to the peaceful coexistence of three curiae (HEC, Laval and Montréal) in the post Second World War; (2) the consolidation of these three curiae into two phratries (SCSE and ASDEQ) in hostile coexistence in the 1970s; and (3) the fragmentation of the phratries in issues-related clans in the recent past. It is argued that the reunification of the tribe is a distinct possibility but that progress in this direction might be quite slow.

*« Having lost their past, the Econ are without confidence in the present
and without purpose and direction for the future. »*

Axel Leijonhufvud (1973)

INTRODUCTION

Dans un texte publié il y a plus de 25 ans, et qui est devenu un classique mineur, Axel Leijonhufvud a fait une analyse ethnographique de la tribu des économistes – les Écons comme il les nomme – pour en comprendre les castes et les moeurs, en débusquer les rituels, les totems et l'outillage mental (Leijonhufvud, 1973). Il a présenté un rapport de ses observations sur le terrain sous la forme d'une fable pleine d'ironie à propos des Écons – une tribu où le statut est défini par l'habileté à construire ce qu'ils appellent des « modls », bidules bizarres qui

ont la caractéristique particulière d'être d'une utilité à peu près nulle. Voilà qui expliquerait, de conclure Leijonhufvud, « l'arriération et la pauvreté culturelle abjecte de la tribu » (p. 328).

Je n'ai pas l'ironie subtile de Leijonhufvud. Pour faire mon ethnographie de la tribu des Écons d'expression française du Québec, j'ai donc fait appel à une instrumentation plus grossière. Je me suis servi d'un iconoscope – une sorte d'appareil d'optique, inventé au 19^e siècle, ayant la capacité d'accentuer les différences pour permettre de les mieux apprécier.

Grâce à cet instrument, j'ai pu étudier l'évolution de la pratique des Écons du Québec français en trois étapes au cours des derniers cent ans :

1. d'abord l'hégémonie de l'économie politique dans l'esprit de l'École des Hautes Études Commerciales (HEC) en tant que philosophie dominante, au cours de la première moitié du siècle, jusqu'à l'apparition de curies concurrentes à Laval et à l'Université de Montréal;
2. ensuite, le passage d'une tribu divisée en trois curies, en coexistence plus ou moins pacifique, chacune jouissant d'une zone d'influence importante, et vaguement associée à des totems distincts (HEC, Laval, Montréal), vers une situation d'apartheid où la tribu a été scindée en deux phratries en coexistence hostile (Société canadienne de science économique [SCSE] et Association des économistes québécois [ASDEQ]),
3. enfin, une réduction de l'apartheid entre les deux phratries au moment où il y a éclatement des phratries en clans divers, dont certains souffrent d'un travers disciplinaire et scolastique aigu, mais dont la plupart sont intéressés à la connaissance pratique et cherchent des moyens de s'y donner accès par le truchement d'une panoplie d'instruments fort éclectiques.

Certains croient que ce retour à la primauté de la connaissance pratique pourrait contribuer à recréer l'unité de la tribu, et que de nouvelles formations sont en émergence qui vont mieux pouvoir mobiliser les sources vives de la tribu autour de cet impératif. J'indique en conclusion pourquoi on peut penser que les progrès dans cette direction seront assez lents.

1. DES ORIGINES AUX CURIES

Dans le livre de conversations et d'essais sur la pensée économique au Québec français que j'ai compilé il y a dix ans (Paquet, 1989), on montre bien à la fois les racines profondes de la tribu et l'importance des artefacts qu'elle a fabriqués et des infrastructures qu'elle s'est donnée depuis le début du siècle. Dès 1892, on a déjà publié un traité d'économie politique au Québec. Dans la première décennie du 20^e siècle, la *Revue Canadienne* publie des essais économiques d'Errol Bouchette et d'Édouard Montpetit. En 1911 paraît la première livraison de la *Revue économique canadienne* – plus d'un demi-siècle avant la création du *Canadian Journal of Economics*. Même si elle disparaît avec la première guerre

mondiale, cette revue montre l'importance de la réflexion économique au Québec français. Puis va venir en 1925, *L'Actualité économique (AÉ)* qui a été le canal privilégié utilisé par les économistes québécois pour s'exprimer – tout au moins pendant le premier demi-siècle de son existence.

L'École des Hautes Études Commerciales – qui est fondée en 1907 – va donner son ton à la tribu pendant des générations. Cette curie fait de l'économie politique. Son pionnier est Édouard Montpetit – celui qui, à son premier cours, comme nous le rappelle F.-A. Angers (1961), lançait toujours cette formule imagée « l'économie politique s'apprend dans la rue ». Cette économie est inspirée par le libéralisme, s'accomplit dans un éclectisme de méthode et est orientée vers les situations concrètes qu'il s'agit de désenchevêtrer et d'améliorer. Cette économie au ras-du-sol va développer une stratégie d'analyse particulière, assez proche de celle de John Dewey, et qui s'ancrera dans la simple proposition « *in the beginning is the issue* ».

Cette économie est humble dans ses ambitions. Elle se veut une science de l'observation. Tout au plus se permet-elle de débusquer les mécanismes qui jouent. Loin de cette économie l'ambition de mettre en table les lois de la vie et de la mort : « elle part des faits et non plus tant des idées ».

Ce n'est pas le lieu pour reprendre étape par étape le processus par lequel l'économie politique a évolué aux HEC. Disons seulement, pour fixer les idées, que pendant un bon moment – de la première à la quatrième décennie du siècle – l'École des HEC va être le seul lieu d'enseignement universitaire de l'économie en français au Québec. Ce n'est qu'à la fin des années trente que l'on commencera d'enseigner l'économie à Laval et à la fin des années quarante à Montréal.

Jusqu'à ce que ces deux autres pôles surgissent, la pensée économique au Québec français se résume au travail d'économie politique des HEC. Et, comme l'explique François-Albert Angers (1961), ce sera une tradition d'économie politique qui va donner de beaux fruits. Il faut parcourir les 800 textes et plus que publiera *L'Actualité économique* entre 1925 et 1944 pour bien en prendre la mesure.

2. DES CURIES AU PHRATRIES

Pendant une bonne cinquantaine d'années, *L'Actualité économique* a été surtout la voix d'un groupe d'économistes de l'École des Hautes Études Commerciales. Dans l'après Seconde Guerre mondiale, on y a accueilli certaines contributions des gens de Laval et de l'Université de Montréal, mais peu. La raison principale pour laquelle l'*AÉ* ne fera pas beaucoup de place aux travaux des autres curies, c'est que les autres curies ont des visions du monde fort différentes.

(1) Aux HEC, c'est la tradition empiriste, inductive, à saveur nationaliste et interventionniste. Or dans les autres curies, ce credo est irrecevable. À Laval, c'est un mélange de keynesianisme et d'inspirations schumpeteriennes qui prévaut :

on reste assez proche des faits économiques mais on a le goût des grandes dynamiques et du travail au microscope. Un bel exemple est le travail d'Albert Faucher et de Maurice Lamontagne qui vont inscrire le développement économique du Québec dans son contexte continental et vont parier sur des réformes par des actions correctrices de l'État (Faucher et Lamontagne, 1953; Lamontagne, 1954). À Montréal, avec Roger Dehem (1952), c'est la tradition austro-saxonne de l'économie pure, désengluée de toute référence au contexte, déductive et méfiante par rapport à la nation et à l'intervention gouvernementale.

C'est la curie des HEC qui contrôle l'AÉ. L'AÉ sera donc faite selon son esprit. Ce sera moins le groupe des HEC qui va exclure les autres curies, ce sont les autres curies qui vont s'exclure elles-mêmes jusque dans les années soixante, prendre leur distance par rapport à ce qui sera considéré comme une forme inférieure d'analyse économique. Rien d'étanche ici. Un certain nombre de textes en provenance des autres curies vont être publiés dans *L'Actualité économique*. Mais il n'est pas inimportant de savoir qu'il était possible pour un jeune économiste comme moi qui a passé quatre années à Laval (1956-60) de ne jamais entendre parler de la revue *L'Actualité économique* à quelque moment que ce soit au cours de ses études. On nous faisait lire à un autre « niveau »!

(2) C'est que dans les années cinquante, les deux autres curies ont le vent dans les voiles et vont prendre un ascendant de plus en plus grand. Il ne s'agit pas d'une dérive particulière au Québec. Ce sera un mouvement qui va emporter tout l'hémisphère occidental même s'il ne fait pas l'accord unanime chez les grands économistes du temps. Certains, comme Hayek, vont dénoncer dès 1952 l'esprit positiviste et la démagogie scientiste dans lesquels les sciences de l'homme – qui sont fondamentalement des sciences morales – sont en train de s'embourber (Hayek, 1952). Hayek prévoyait déjà les conséquences graves de cette dérive : chosification du social, physicalisme abusif, usage de méthodes analytiques là où des instruments synthétiques s'imposent, émergence d'une mentalité polytechnicienne, etc.

Selon Hayek, cette dérive devait déraciner et dénaturer les sciences de l'homme qui ont leur origine dans une fringale de sens. Il anticipait qu'elle allait rabougir la notion de connaissance utile à ce qui résulte de procédures méthodologiques qui mettent l'accent sur les relations causes-effets, l'utilisation de modèles mécanistes, et ce que Sorokin appelle une certaine *quantophrénie*. L'épistémologie en sortirait réduite à la méthodologie et la méthodologie à des procédés qui ont eu du succès en sciences physiques.

Selon Hayek, cette orientation *methodiste* promettait d'engendrer des résultats grotesques, d'hypertrophier la syntaxe au détriment de la sémantique et de creuser une déconnexion de plus en plus grande entre la pratique effective des personnes dans l'action et les stratégies de recherche des universitaires. C'est exactement ainsi que cela s'est passé.

Cela prendra une bonne vingtaine d'années après la Seconde Guerre mondiale pour que l'hégémonie de la curie des HEC commence à être remise en question. Pendant cette période, on construit des départements de science économique à Laval et à l'Université de Montréal sur des socles différents, mais les HEC et son Institut d'économie appliquée continuent de jouer un rôle déterminant. La présence des Roland Parenteau, Jacques Parizeau, Pierre Harvey et Bernard Bonin marque la scène québécoise de manière significative. L'École des HEC fournit un capital intellectuel considérable à tout le mouvement qui va mener à la Révolution tranquille.

La mobilisation scientifique qui grandit à Laval et à l'Université de Montréal prend de l'ampleur tant au Québec que dans le reste du Canada. On va en voir le signe dans la création de la *Canadian Economics Association* (CEA) et de la Société canadienne de science économique (SCSE) à la fin des années 1960. Ces associations visent clairement à autonomiser la science économique par rapport à la science politique – jusque là une science soeur –, et prennent leur distance par rapport à ce qu'ils nomment « l'économie hérétique » qui l'a précédée. Dans la constitution de la CEA, on déclare explicitement vouloir se tenir loin de tout ce qui serait *practical politics*.

Ce mouvement scientifique va s'implanter dans les universités à cause des effets d'écho du baby-boom qui fait qu'il y a explosion des inscriptions dans les universités du Québec à la fin des années soixante et au début des années soixante-dix. La nouvelle vague de professeurs formés dans le creuset de la science « normale » va envahir l'avant scène.

L'économie politique est en perte de vitesse et la « science économique » disciplinaire en train de prendre un ascendant complet sur l'Amérique du Nord. C'est le moment où les sciences humaines s'émiettent en savoirs aseptiques et simplificateurs, où les schémas d'explication deviennent de plus en plus pointillistes, et où la science « normale » commence à codifier les règles de conduite dont il est dit qu'elles seules garantissent l'accès à la connaissance. Après une période de tolérance et de respect mutuel entre les curies jusque dans les années soixante, il y aura durcissement des positions scientifiques. Désormais, et de plus en plus à mesure que l'on vit les années soixante-dix, quiconque s'aventure au delà des frontières ou utilise un outillage différent de celui qui a été patenté par la guild est frappé d'interdit. La discipline reprend son sens premier, celui qu'il a dans l'expression « se donner la discipline » qu'on emploie pour désigner le fouet dont se servent certains religieux pour se mortifier.

Et pourtant, dans les débuts des années soixante-dix, la coexistence des deux mouvements (HEC d'une part, Laval et Montréal d'autre part) et le fait que la SCSE va formellement s'associer aux HEC pour « diriger » l'AE vont laisser croire qu'il y a eu peut-être réconciliation efficace possible des deux courants, qu'on va trouver un équilibre entre l'économie politique et l'économie scientifique.

Mais c'est un équilibre utopique : les scientifiques lèvent le nez sur les économistes appliqués, les enseignements se « scientifisent » de plus en plus, et un écart de plus en plus grand se crée entre l'enseignement et la pratique.

Au Canada comme au Québec, à cause de la longue tradition d'économie politique, la réaction ne s'est pas fait attendre. La création de l'Association des économistes québécois (ASDEQ) au milieu des années soixante-dix représente une réaction formelle à un glissement qui faisait que de plus en plus de jeunes économistes appliqués, oeuvrant dans le privé ou le public, sentaient que l'économie qu'on leur infligeait n'était pas ce dont ils avaient besoin. Ce réflexe a son parallèle au Canada anglais. La *Canadian Association of Business Economists* (CABE) est fondée en 1975 (Neill et Paquet, 1993)

(3) J'ai rappelé ailleurs (Paquet, 1995) les débats et empoignades qui ont marqué la création de l'ASDEQ et les échanges musclés qu'ils ont suscités. Dans les années 1970, l'ASDEQ prend explicitement la succession directe des travaux sur le milieu entrepris par l'École des HEC dans les années 1940. Mais ce mouvement de rébellion se confronte à la vague scientifique dominante. À la fin des années soixante-dix, les positions sont bien définies, la zone de conflit bien balisée, la tribu des économistes québécois est maintenant divisée en deux phratries. Pour fixer les idées, j'ai retenu les sigles SCSE et ASDEQ – des infrastructures créées dans cette période pour camper les deux phratries – parce qu'ils sont l'image institutionnelle de ce clivage.

La fable ethnographique de Leijonhufvud, publiée en 1973, avait fait sourire les Econs qui ne se reconnaissaient pas bien dans une caricature qui semblait surtout viser surtout les excès des jeunes Turcs de la profession. Mais à mesure que le temps passe, les jeunes Turcs vieillissent comme tout le monde d'un an par année. Ils vont acquérir un certain pouvoir sur les appareils en place pour réguler leur champ scientifique et le normaliser et puis commencer à imposer leur vision du monde sur les critères d'embauche et de promotion dans les départements d'économie, mais aussi sur les critères de financement de la recherche par leur présence dans les comités de rédaction des revues et dans les comités d'évaluation des conseils subventionnaires. La réalité a commencé à ressembler de plus en plus à la caricature. Le mouvement de scientification va devenir hégémonique et imposer sa logique simple : parcimonie, normalisation, régulation (Paquet, 1987).

Alors que l'économie politique sent le besoin de continuer à se complexifier et que l'analyse économique des praticiens s'enrichit de considérations de cohésion sociale, de culture, etc., l'analyse économique des théoriciens scientifiques devient de plus en plus parcimonieuse et pointue. Cette parcimonie va continuer de manière triomphante et être grandement aidée à mesure que certains travaux d'économistes québécois vont s'inscrire dans quelques grandes revues internationales et devenir partie du corpus théorique en développement. C'est un processus qui va s'accélérer encore dans les années quatre-vingt et début quatre-vingt-dix. Il est devenu plus facile alors de normaliser à partir de cette base de succès et de

réclamer l'hégémonie de la science « normale » face à cette « autre économie » qui est présentée comme une économie politique insuffisante et d'un caractère sous-scientifique.

Cette normalisation s'est vite traduite en processus de régulation à proportion que les embauches et les promotions à l'université, mais aussi les critères d'acceptation des publications dans les revues locales ont pris un tour intolérant. On a même pu parler de caporalisme.

Katousian (1980) a bien expliqué la dynamique de développement de ce processus de disciplinarisation : les normes disciplinaires en vogue déterminent la probabilité d'être employé ou promu, la guilde contrôle plus ou moins complètement les instruments de publication et de diffusion d'idées, les débats et recherches viennent bien davantage des préférences des leaders de la guilde que des problèmes posés par le contexte social, la production de travaux de plus en plus courts, techniques et pointus qui prennent de plus en plus de distance par rapport au vécu.

Dans les années quatre-vingt, la phratrie SCSE va prendre un ascendant sur le terrain des opérations. L'ardeur de la rébellion de 1976 va s'atténuer, l'ASDEQ va s'essouffler : elle cessera de publier les actes de ses congrès qui avaient été des lieux importants de débat des grands problèmes auxquels faisait face la socio-économie québécoise. Le forum rassembleur qu'on avait voulu créer commence à s'anémier.

C'est la victoire des Curiaces sur les Horaces : ceux qui restent des économistes appliqués (exception faite des HEC) cherchent le salut dans la fuite vers divers centres et groupes de recherche à la marge de leurs départements ou dans certains interstices des bureaucraties publiques et privées ou même dans le maquis des boîtes de consultation.

(4) Il y aura effort de rapprochement entre les deux phratries à la fin des années quatre-vingt : on voudrait qu'elles se partagent la direction de l'AE. C'était à un moment où l'ASDEQ était essoufflée et battait de l'aile. De plus, *L'Actualité économique* s'était alors fortement redéfinie et « scientifiée » pendant les deux décennies antérieures sous la gouverne de la SCSE. Les efforts de l'ASDEQ pour redonner à la revue un peu de sa vocation originelle ont échoué. L'intolérance scientiste de la SCSE par rapport à l'économie politique hérétique que défendait l'ASDEQ était telle que cette dernière, malgré la bonne volonté de certains membres de la SCSE associés à l'AE, ne peut vraiment se faire entendre dans la revue. C'était une alliance entre le pot de fer et le pot de terre. Les membres de l'ASDEQ purent donc raisonnablement se demander pourquoi on leur infligeait l'obligation de souscrire à une revue qui ne répondait pas à leurs intérêts et à leurs besoins. Le concordat entre la SCSE et l'ASDQ pour la direction de la revue ne devait durer que deux ans (1989-91) avant d'être abandonné.

Les grands perdants dans cet échec ont été les citoyens intéressés à l'économie du Québec. En effet, au cours des vingt ans de gouverne de l'AE par la SCSE,

il y a eu érosion continue du contenu québécois de la revue, sans que cela soit compensé par une augmentation équipollente de la qualité de son contenu qui ferait qu'on puisse prétendre avoir gagné au change. L'*intelligence* de la chose économique québécoise s'en est donc trouvée amoindrie grandement. Comme les « scientifiques » n'en sont pas pour autant venus à considérer l'*AE* comme un instrument de communication économique de première ligne, on y a écoulé seulement ses produits de second ordre, ce qui fait qu'on a perdu bien plus qu'on a gagné.

L'*AE* a cessé d'être le véhicule privilégié des spécialistes d'économie politique qui n'y sont plus les bienvenus, mais il n'est pas non plus devenu un forum privilégié des meilleurs éléments de la gent économique scientifique. C'est le pire des mondes.

Mais il ne faudrait pas croire que la voix de l'économie politique s'est tue pour autant. L'économie politique a développé sa propre infrastructure parallèle et ses propres revues et forums, souvent en marge, mais parfois en collaboration avec d'autres groupes disciplinaires en sciences humaines et même avec certains membres plus éclairés de la phratricie scientifique. Dans bien des cas, il s'agit de périodiques qui partent d'un intérêt particulier pour certains types de problèmes ou qui proclament des affiliations idéologiques claires et nettes alors qu'évidemment les groupes « scientifiques » ont pour leur part la prétention d'être complètement *dé-idéologués*!

La grande vague néo-libérale des années quatre-vingt va mener à l'apothéose de la science économique normale mais elle va être aussi sa némésis. Les « scientifiques » célèbrent fort alors même que l'économie est malade et que les économistes semblent incapables non seulement de proposer des remèdes mais même de comprendre la nature de la maladie : le statut des économistes se dégrade. Il est facile de comprendre pourquoi l'ASDEQ va vivre une période de renaissance. Les problèmes sont énormes, la crise économique gronde en 1990, contexte oblige.

D'abord, l'ASDEQ va se restructurer pour se donner des assises plus solides dans chacun des trois bassins d'économistes appliqués : Québec, Ottawa, Montréal. Ensuite on décide de tenir les congrès dans ces trois lieux en rotation. Voilà qui sera l'occasion de réseauter les économistes appliqués dans chacune des régions et de donner à chaque groupe (dont la composition diffère grandement) l'occasion, tous les trois ans, d'organiser un colloque selon son esprit et sur des thèmes qui rejoignent les membres. Et puis, on décide que, coûte que coûte, il faut reprendre la publication des actes de ces congrès et qu'on doit les répandre dans la communauté.

Cette initiative va avoir des effets importants. Les effectifs de l'ASDEQ vont grandir considérablement et sa pénétration dans les milieux du privé et du public va être tellement significative que l'on verra plus tard dans les années 1990 une phalange de membres patentés de la SCSE développer un grand intérêt pour les

congrès de l'ASDEQ et venir y présenter certains travaux appliqués, plus ou moins en contrebande. Dans les faits, cette pratique va se développer au point que, au cours des dernières années, on a même assisté à des collaborations inédites entre l'ASDEQ et la SCSE : les deux groupes décidant de tenir leurs congrès annuels dans le même lieu, et dans des cadres temporels adjacents, ce qui allait permettre d'avoir une journée d'activités communes.

3. DES PHRATRIES AUX CLANS

On voit donc qu'il y a eu modification importante des rapports de forces et atténuation des conflits entre l'ASDEQ et la SCSE au cours des années quatre-vingt-dix. Ce n'est là cependant qu'un signe sensible parmi d'autres d'un changement tectonique en train de se produire dans l'évolution de la profession d'économiste au Québec français.

(1) L'économie politique, qui avait été en perte de vitesse et temporairement accaparée par un groupe de politologues de gauche est en train d'acquérir une légitimité nouvelle et de mettre en place des infrastructures inédites au moment même où l'économie scientifique donne des signes d'essoufflement.

Ce regain de l'économie politique a passé par la renaissance de l'économie de type schumpeterien à proportion que l'on a commencé à réaliser le caractère central des défis d'une nouvelle économie fondée sur la connaissance et animée par la technologie et l'innovation. L'économie néo-classique est assez mal équipée pour analyser ces phénomènes. On a donc vu s'imposer un paradigme techno-économique qui donne beaucoup plus de place aux institutions (Witt, 1993; Paquet, 1998). Ces travaux qui vivotaient dans le maquis dans les années quatre-vingt ont maintenant pignon sur rue (Dosi *et al.*, 1988; Arthur, 1994). Ce qui plus est ces travaux reçoivent l'accolade non seulement de plusieurs instances internationales comme l'Organisation pour la coopération et le développement économique (OCDE) qui ont adopté ce paradigme pour guider leurs analyses, mais même des instances les plus créatrices de la pensée économique contemporaine comme les laboratoires de l'*International Institute for Applied Systems Analysis* à Vienne ou le *Santa Fe Institute Studies in the Sciences of Complexity*.

Et puis, le prix Nobel d'économie remis à Douglass North pour ses travaux néo-institutionnalistes, les échos favorables reçus par le *Journal of Evolutionary Economics* et la renaissance des études schumpeteriennes en général ont accru et la visibilité et la crédibilité de ces approches de rechange. À ceci il faut ajouter la montée des programmes d'enseignement et de recherches qui se sont développés avec beaucoup d'imagination dans les facultés de management et de génie. Ces travaux ont mis un accent plus grand sur l'économie appliquée. Enfin, il y a eu l'explosion de l'intérêt pour les travaux d'économie sociale et toutes les dimensions socio-politiques de l'emploi, du chômage et de l'analyse des niveaux de vie qui a redonné une grande place à la connaissance du milieu et à la connaissance pratique. Les dimensions sociologiques et la perspective politique ont été réintégréées dans les travaux des économistes par ce biais.

De l'autre côté, il y a implosion dans le terroir scientifique : on a commencé à remettre en question beaucoup des dogmes de la science économique traditionnelle. L'omniprésence des rendements croissants et la fin de l'occultation des processus cognitifs ont mis en déroute tout un pan de théorèmes accrédités. Mais le questionnement n'est pas venu seulement de l'intérieur : il a été provoqué aussi en partie par les excès de l'exubérance néo-libérale des années quatre-vingt. Après des décennies d'actes de foi en l'État, les années quatre-vingt ont été la célébration de l'omnipotence du marché. Mais le nouveau credo a déçu. La stagnation des niveaux de vie, les inégalités accrues et une productivité au ralenti ont posé des problèmes à l'économie conventionnelle, auxquels celle-ci n'a pas su répondre. On a senti l'essoufflement de la connaissance disciplinaire et force a été de reconnaître l'infertilité incontestable de nombreux chantiers de l'économie scientifique.

Plus importante encore a été la reconnaissance que l'économie scientifique n'a que bien peu contribué à la résolution des problèmes posés par l'avènement de la nouvelle économie fondée sur la connaissance et l'innovation, que son outillage mental est très clairement inadéquat. De là, la montée de l'intérêt pour la production de connaissance selon des procédés nouveaux et de la popularité du nouveau paradigme techno-économique.

(2) Ce double mouvement – de renaissance de l'économie politique et de questionnement de l'économie scientifique – a déjà commencé à engendrer une crise.

Les inscriptions dans les départements d'économie traditionnelle dans les universités du Québec français ont chuté dramatiquement. Face à cette situation de fait, il y a eu d'abord réaction de déni. Les troupes universitaires ont refusé d'accepter la souveraineté du consommateur : pas question de changer son fusil d'épaule et de redonner à l'économie politique une place plus grande tout simplement parce que les consommateurs le demandaient.

Cette réaction n'était pas imprévisible. Depuis quinze ans, c'est un constat connu que le produit des universités en sciences humaines n'est pas impeccable. Dans une étude publiée en 1985, le Conseil de la science et technologie du Québec a rapporté les réponses des entreprises à la question à savoir ce qu'était leur perception des diplômés en sciences sociales. La réponse a été cinglante : ils sont handicapés par leur perspective disciplinaire, incapables d'analyser un problème ou de structurer un texte, faibles au niveau des relations interpersonnelles et formés de façon trop théorique, sans liens charnels avec l'environnement (Conseil de la science et de la technologie du Québec, 1985).

Face à ce constat, le comité d'universitaires, chargé par le Conseil de tirer des conclusions de cette étude, a reconnu la méfiance des entreprises à l'égard de ces diplômés, mais a conclu qu'une demande réelle existe pour ces diplômés *tels qu'ils sont* et qu'elle se matérialisera quand l'entreprise sera mieux informée! Pas question donc depuis 1985 de remettre en question le mythe du produit impeccable.

Et ce qui vaut pour les sciences humaines en général vaut encore plus pour la « science économique » (Paquet, 1985). Quelles que soient les réactions des consommateurs et clients, dans un premier temps, les producteurs universitaires ont décidé que leur « produit » est impeccable. De là, mon constat assez sombre au colloque de l'ASDEQ de 1995 quand on a célébré le vingtième anniversaire de cette association : on se serait cru en pleine pièce de Ionesco – *Rhinocéros*. Dans cette pièce, on s'en rappellera, certains personnages sont transformés en rhinocéros sous l'effet de forces étranges. Or, le symptôme avant-coureur qui permet de prédire qu'un personnage va subir une telle mutation, c'est toujours sa déclaration solennelle qu'il se sent immunisé (Paquet, 1995). On pouvait donc prévoir le pire.

Mais, depuis 1995, la chute des inscriptions dans les départements d'économie est devenu un clignotant utile : elle a eu le même effet que le noeud coulant autour du cou – *it has helped to focus the mind*. On a donc assisté à des signes d'assouplissement des positions de chaque côté. Le coefficient d'arrogance des disciplinaires n'a pas fléchi beaucoup et le coefficient de frustration des praticiens par rapport à l'académie non plus. Mais, on a fait des accommodements.

Pour les disciplinaires, l'ajustement est venu de la nécessité de se rapprocher du milieu des affaires et des milieux de politique publique quand le financement des universités a souffert de la lutte aux déficits et la désaffection des étudiants. CIRANO est un enfant de cette époque nouvelle. Ce dialogue nouveau des économistes universitaires avec les commanditaires a forcé les puristes à mettre de l'eau dans leur vin et à s'allier à des experts avérés de l'économie politique afin de pouvoir répondre aux questions concrètes de leurs interlocuteurs. Dans ce genre de collaboration, les progrès sont assez lents, mais il faut penser que ces rapports nouveaux ne peuvent qu'engendrer des perspectives moins étriquées.

Pour les praticiens de l'économie politique traditionnelle, la pression est venue du besoin de se donner un cadre conceptuel plus sophistiqué et de développer un langage de solution de problèmes capable de donner prise sur les problèmes de plus en plus pernicieux que leur environnement propose. Les spécialistes d'économie politique sont devenus de plus en plus conscients de la nécessité de maîtriser des techniques d'analyse moins conventionnelles, de développer des règles de décision complexes pour faire face de manière efficace aux défis de problèmes terriblement mal structurés et structurables. Il faut voir la panoplie de stratégies imaginées par les gestionnaires de projets pour faire face à l'incertitude, à l'apprentissage nécessaire sur le tas, etc., pour bien comprendre que l'univers de l'économiste praticien est en évolution rapide. On a senti ce courant jouer dans les actes des congrès de l'ASDEQ des dernières années.

Mais, malgré l'existence d'un petit nombre d'économistes qui disent avec ostentation appartenir aux deux phratries, il existe encore une grande tension dans les rapports entre les deux groupes. Il faut avoir entendu les débats des officiels de l'ASDEQ et de la SCSE sur ce qui constitue un conférencier d'honneur acceptable pour les deux groupes dans la journée conjointe de leurs congrès annuels pour apprécier la grande distance qui les sépare encore officiellement.

Mais de chaque côté, la rigidité s'atténue. Tant chez les disciplinaires que chez les tenants de l'économie politique, il y a balkanisation du chantier. Et de ces terroirs plus limités monte un émiettement des perspectives et la multiplication des clans. Ces clans ont à proprement parler bien peu en commun si ce n'est une certaine vision « économique » du monde qui est tellement protéiforme qu'elle devient souvent insaisissable dans la pratique. Et pourtant, cette tribu bariolée réclame à cor et à cri qu'on ne la confonde surtout pas avec les tribus voisines.

Pour les disciplinaires, c'est la prolifération des sous-spécialités qui a entraîné la phratricie à se démultiplier en clans qui ne parlent à peu près plus la même langue même s'ils sont alignés le long des mêmes corridors du même département. Chacun ne comprend plus les manuels de l'autre. Pour les praticiens, pour qui *in the beginning is the issue*, c'est la complexification des environnements et des jeux d'interaction – la plus grande connexité qui a envahi tous les chantiers – qui a forcé chacun à travailler dans un esprit différent et à développer sa boîte à outils différemment. Les économistes de formation sont plus souvent qu'autrement déguisés en évaluateurs de programmes, en gestionnaires de projets ou en *situationologues*.

(3) Cette balkanisation et cette *babelisation* de la discipline ont progressé de plus en plus, et les deux phratricies y ont contribué de façon significative.

Dans la phratricie SCSE, les sous-spécialisations ont proliféré et les chercheurs conversent maintenant surtout avec d'autres hyperspécialistes de la même famille ou du même clan qui vivent sur d'autres continents. Les revues économiques « généralistes » ont périclité et le nombre des revues hyperspécialisées s'est multiplié. Les « modls » de chacun ont eu de moins en moins à voir avec ceux des voisins de palier et de plus en plus sont devenus une *lingua franca* utilisée par un petit nombre de surspécialistes répartis sur divers continents. Voilà qui a eu pour effet de réduire l'intérêt des disciplinaires pour les problèmes locaux.

De la même manière, la montée de tout un ensemble de problèmes concrets à l'ordre du jour des travaux des économistes appliqués a eu l'heur de faire qu'ils ont installé leurs batteries sur tout un ensemble de chantiers et ont inventé des langages de solution de problèmes tous inspirés plus ou moins de l'économie politique, mais sans véritable homogénéité. Les praticiens ont fait flèche de tout bois, ont utilisé un appareil d'analyse éclectique et n'ont pas hésité à inventer un vocabulaire idiosyncratique quand cela s'est avéré utile. On a donc débattu de problèmes urbains et régionaux, de l'économie de la langue, de déficits et de dettes, de gouvernance, de technologie, d'innovation, d'économie de la connaissance et des organisations, de réseaux, d'économie du cybermonde, etc., en utilisant une instrumentation et des concepts à vocation spécifique.

Il en est résulté un émiettement par le bas (pratique) qui a été tout aussi important que celui qui est venu par le haut (théorique). Pas surprenant donc que l'on ait assisté à la multiplication des forums où les clans les plus divers utilisant les méthodologies les plus éclectiques ont constitué des groupes nouveaux, éphémères peut-être mais continuellement en évolution.

Ce qui fait que, si, dans le discours officiel, la défense des frontières reste vigoureuse entre hyper-spécialistes, l'animosité envers l'autre est bien moindre dans les chantiers divers que sur les estrades officielles. On peut même croire en voyant Jorge Niosi travailler au coeur de CIRANO que le mur de Berlin s'est effondré. Se pourrait-il que cet émiettement de la discipline prépare une réconciliation efficace des divers points de vue autour du problème à résoudre, que la loyauté en se déportant de la discipline aux clans se rapproche un peu des *issues*?

S'agit-il d'une nébuleuse affectuelle en train de se former, d'un narcissisme collectif en train de prendre, de la cristallisation de sous-groupes composés d'individus de toutes souches réunis pour un moment par le problème à résoudre ou simplement un lieu de ralliement ou groupe identitaire dont l'unité reste fragile parce qu'on est frileusement tenté toujours de revenir au totem? Les mondes de la croissance endogène, du développement durable, des coûts de transaction et des réseaux sont autant de lieux où l'économie se déploie sans qu'on sente bien que ces lieux interagissent, mais, dans chacun de ces lieux, on trouve des clans fort hétérogènes.

(4) Un tel éparpillement, accompagné de rapprochements prudents qu'on détecte au niveau des clans, pourrait signaler qu'une alchimie nouvelle est en train de refaire une certaine unanimité dans la tribu. Mais le croire serait faire montre de beaucoup d'optimisme. Ce qu'on peut dire cependant c'est que la tribu économiste éclatée, qui ne fait même plus l'accord sur une langue commune, vit une période de transition.

La concurrence nouvelle que les autres professions font aux économistes dans les bureaucraties privées et publiques, la perte de prestige et de parts de marché des économistes dans ces institutions, la désaffection des jeunes qui désertent les départements de science économique au Québec au profit des écoles de gestion, le désarroi des diplômés des départements traditionnels quand ils sont interpellés par des problèmes pratiques – autant de signes évidents que des ajustements sont nécessaires.

Même s'il n'est pas certain que l'ajustement se fera rapidement, l'on n'entend plus de discours sur le « purisme » de la part des universitaires – seraient-ils en train de devenir un tantinet moins arrogants? – non plus que sur l'inanité du jargon technique de la part des praticiens qui sont un peu plus ouverts aux utilisations possibles de certains travaux ésotériques. Les clans ont engendré un certain métissage. Mais on n'entend pas encore non plus la célébration du « savoir pratique » et de la « transdisciplinarité ». De bien des manières, on continue à agir comme si le monde était organisé par disciplines comme les universités.

L'avantage important qui a été gagné par la division en clans vient du fait que si certains clans deviennent parfois des « groupes identitaires » fermés qui forment ni plus ni moins que des sectes ésotériques – des clans de type I –, ils sont de plus en plus souvent formés autour de problèmes et d'« issues » – des clans de type II. Plus question, dans ces derniers cas, de loyauté première à un éclairage ou à une approche ou à un outil, mais d'une primauté donnée à l'ensemble des perspectives fructueuses.

C'est l'importance relative des clans de type II (tels qu'on les retrouve dans les facultés de management ou de génie mais aussi dans les divers centres de recherche qui ont fleuri au cours des derniers dix ans) qui donne tous les espoirs. En effet, ces chantiers sont le lieu de prédilection de la connaissance de type Delta, de la connaissance qui se développe dans l'action. Dans les universités, on continue à privilégier et à n'accorder statut et crédits qu'aux connaissances de type Alpha (humanistes), Bêta (sciences exactes) et Gamma (sciences sociales conventionnelles) (Gilles et Paquet, 1991). Le *réjuvenation* de l'économie passe par la pratique réfléchie et par le langage de solution de problèmes concrets qu'elle contribue à créer.

Or, comme la nature et le monde ne sont pas organisés par disciplines, voilà qui mène évidemment droit à la transdisciplinarité, à la concurrence sans frontières des savoirs qui est la condition du progrès scientifique véritable. Ainsi que l'ont montré clairement Gibbons *et al.*, (1994), le mode 2 de production de la connaissance (en contexte d'application, hétérogène, hétérarchique, transdisciplinaire, etc.) est un adjuvant important au mode 1 (disciplinaire) dans le contexte complexe moderne. Reste à savoir si le mode 2 va prendre la place qui lui revient.

Quant à savoir comment s'effectuera l'épiphanie de cette économie nouvelle fondée sur la connaissance pratique et les « issues » mais capable d'utiliser astucieusement le résultat d'un siècle d'expérimentation et de théorisation, ce n'est pas clair. J'ai cru pendant un moment que cela pourrait venir des nouveaux chantiers construits à partir des écoles de génie et de management et des groupes de recherche appliquée, et que cela se ferait naturellement et efficacement. Je n'en suis plus tout à fait certain. Les intégrismes qui séparent certains groupes de *phy-nanciers* (comme l'écrivait Alfred Jarry) de leurs congénères dans les facultés de management rappellent les moments de grande noirceur dans les départements d'économie d'il y a vingt ans.

Et pourtant il semble bien que nous n'ayions pas le choix. Ces terroirs – en collaboration il faut l'espérer avec des départements d'économie traditionnelle *réformés* – sont en effet le seul lieu pour le moment où les impératifs des *issues* sont encore susceptibles de fonder de nouvelles perspectives, de forger de nouveaux outils, et de reconstituer une tribu cohésive.

CONCLUSION

Quand j'ai dénoncé la dérive scientiste du milieu des années soixante-dix au milieu des années quatre-vingt (Paquet, 1987), on a simplement conclu que j'étais devenu ringard, probablement lobotomisé par mon passage à une faculté d'administration. Avec le recul du temps, on peut faire le constat que la dérive de la tribu économiste au Québec français s'est faite en deux étapes : la première correspondant à un approfondissement du mal et à une divergence croissante entre l'économie politique et la science économique et la seconde donnant des signes d'un certain rapprochement dont il est trop tôt pour dire s'il se traduira en une vraie convergence.

Pour le moment, les clans semblent, dans l'ensemble, plus ouverts que les curies et les phratries d'antan, même s'il y a bon nombre d'exceptions. Mais il y a un déplacement du centre de gravité de la profession au Québec français vers la connaissance pratique. En ce sens-là, il se pourrait que les assises profondes de l'économie politique au Québec français contribuent à accélérer le processus de reconcentration sur les *issues*.

Mais il ne faudrait pas croire que le terrorisme et la purification scientiste sont morts. La partie ne sera gagnée que quand on aura extirpé les deux grandes sources de la perversion scientiste. La première est un certain aveuglement épistémologique que nous devons à Descartes et qui a perverti le processus de production de la connaissance en imposant un système axé sur la théorie et la poursuite des vérités éternelles. Ce n'est qu'avec peine qu'on se désenglué de cet héritage et qu'on retrouve le chemin de la philosophie pratique (Toulmin, 1988; Laurent et Paquet, 1998). La seconde est de nature institutionnelle : c'est le contrôle monopoliste des guildes disciplinaires sur l'université et le grade. Voilà qui réduit la probabilité d'un questionnement critique des pratiques existantes. Seule l'abolition du monopole des universités sur le grade est susceptible d'engendrer un produit plus apte à satisfaire la demande des praticiens (Paquet, 1992).

Quant à savoir si au bout du compte cet éclatement de la discipline en clans va permettre la victoire ultime des Horaces sur les Curiaces – comme sous le règne de Tullus Hostilius au VI^e siècle avant J.C. – ou si la victoire des Curiaces sera confirmée, ou s'il en sortira un pat inédit et créateur, cela reste à voir.

Un baromètre important du succès ou de l'échec de cette entreprise de reconversion de la gent économiste au Québec français sera l'*AE*. À proportion que les clans se fixeront davantage sur la connaissance pratique et les *relevant issues*, on pourra revenir à une revue qui éclairera les débats de société plutôt que de servir simplement comme instrument de promotion pour les universitaires, à une revue qui se vendra dans les kiosques et qu'on lira dans le métro, que les chefs de cabinet sentiront le besoin de résumer pour leurs PDG ou leur sous-ministre adjoint. S'il y a régression vers le scientisme, l'*AE* sera alors vouée à l'embaumement dans quelques centaines de bibliothèques universitaires.

BIBLIOGRAPHIE

- ANGERS, F.-A. (1961), « Naissance de la pensée économique au Canada français », *Revue d'histoire de l'Amérique française*, 15(2) : 204-229.
- ARTHUR, W.B. (1994), *Increasing Returns and Path Dependence in the Economy*, Ann Arbor, The University of Michigan Press.
- CONSEIL DE LA SCIENCE ET DE LA TECHNOLOGIE DU QUÉBEC (1985), *Les sciences sociales et humaines et l'entreprise privée*, (Rapport miméographié, 27 p.).
- DEHEM, R. (1952), *L'efficacité sociale du système économique*, Louvain, Institut de recherches économiques et sociales.

- DOSI, G. *et al.* (1988), *Technical Change and Economic Theory*, London, Pinter.
- FAUCHER, A., et M. LAMONTAGNE (1953), « History of Industrial Development », *in* : *Essais sur le Québec contemporain*, J.C. FALARDEAU (sous la direction de), Québec, Presses de l'Université Laval, p. 23-37.
- GIBBONS, M. *et al.* (1994), *The New Production of Knowledge*, London, Sage Publications.
- GILLES, W., et G. PAQUET (1991), « La connaissance de type Delta » *in* : *Le management en crise – Pour une formation proche de l'action*, G. PAQUET, et O. GÉLINIER (sous la direction de), Paris, Economica, p. 19-36.
- HAYEK, F.A. (1952), *Scientism and the Study of Society*, New York, The Free Press.
- KATOZIAN, H. (1980), *Ideology and Method in Economics*, New York, New York University Press.
- LAMONTAGNE, M. (1954), *Le fédéralisme canadien*, Québec, Presses de l'Université Laval.
- LAURENT, P., et G. PAQUET (1998), *Epistémologie et économie de la relation – Coordination et gouvernance distribuée*, Paris/Lyon, Vrin.
- LEJONHUFVUD, A. (1973), « Life Among the Econ », *Western Economic Journal*, 11 (3) : 327-337.
- NEILL, R.F., et G. PAQUET (1993), « L'économie hérétique : Canadian Economics before 1967 » *Canadian Journal of Economics*, 26 (1) : 3-13.
- PAQUET, G. (1985), « Les sciences humaines à l'Université : plaider pour un Mardi Gras », *Interface*, 6 (5) : 30-34.
- PAQUET, G. (1987), « Le goût de l'improbable » *in* : *Education Canada?*, G. PAQUET, et M. VON ZUR MUEHLEN (éds), Ottawa, Canadian Higher Education Research Network, p. 61-92.
- PAQUET, G. (1989), *La pensée économique au Québec français*, Montréal, ACFAS.
- PAQUET, G. (1992), « L'heure juste dans la formation en management », *Organization*, 1(2) : 41-51.
- PAQUET, G. (1995), « Plaidoyer pour une autre économie : les premiers vingt ans de l'ASDEQ » *in* : *Défis de la croissance économique et de la création d'emplois*, C.A. CARRIER *et al.* (sous la direction de), Montréal, ASDEQ, p. 425-439.
- PAQUET, G. (1998), « Evolutionary Cognitive Economics », *Information Economics and Policy*, 10 : 343-357.
- TOULMIN, S. (1988), « The Recovery of Practical Philosophy », *The American Scholar*, 57(3) : 337-352.
- WITT, U. [Ed] (1993), *Evolutionary Economics*, Aldershot, Edward Elgar.